

A votre service... Public !

Votre acharnement à « *cliver* » le pays, M. Sarkozy de Nagy-Bocsa ne cesse de stigmatiser trois cibles :

- les travailleurs immigrés, contre lesquels la politique UMP n'a rien à envier à celle du Front « national » ;
- les chômeurs, qui sont sans cesse traités implicitement de feignants alors qu'ils sont la victime de la politique du MEDEF et de l'Europe ;
- les fonctionnaires, et tout spécialement les enseignants, qu'il faut présenter comme des paresseux alors même que l'Éducation nationale souffre comme elle n'a jamais souffert depuis le début des années quarante.

✓ Votre projet :

En « *repensant complètement le collège* » vous n'envisagez que destruction des contenus culturels des disciplines, des filières, de l'enseignement professionnel et technique mais aussi de l'enseignement du français, sacrifié, de l'enseignement de la philosophie, des lettres classiques, des mathématiques, de la musique, des arts plastiques, de plus en plus comprimés, enseignés dans un unique souci de l'employabilité au sens patronal du mot !

En diversifiant « *dès l'entrée en 4ème [...] les parcours de formation* » vous visez aussi les élèves qui n'apparaissent plus que comme un flux dont il faudrait gérer le débit et la destination ; c'est l'avenir de la nation que vous mettez en jeu en faisant de « *la formation scolaire* » une propédeutique à la formation professionnelle pour mieux démolir le monde du travail. Car si vous et votre clique ultra-patronale parveniez à dézinguer l'Éducation nationale, le capital marquerait des points décisifs contre le travail parce que les conventions collectives, gagées sur les diplômes nationaux seraient détruites et que le patronat pourrait imposer la négociation de contrats de travail « *à la carte* », l'individualisation totale de l'embauche, chaque salarié étant réduit à ses seules forces face à l'employeur !

Ainsi c'est l'existence même de la République que vous attaquez, car la France moderne s'est structurée au 19^{ème} siècle autour de l'école publique et laïque. Laisser casser l'école publique, laisser casser la Fonction publique, c'est donc laisser casser la République.

Vous prétendez vouloir « *mettre des adultes dans les établissements pour les enfants* » ?

Près de 100 000 postes ont été supprimés dans l'Éducation nationale depuis 2000, l'école est, avec l'industrie, le secteur le plus sinistré de France du point de vue de l'emploi !

Ainsi vous cultivez l'art du paradoxe mensonger quand, cédant au diktat de l'Europe capitaliste, vous répétez à qui mieux-mieux qu'il n'y a « *pas d'argent pour embaucher* » et qu'il faut « *continuer d'appliquer la règle du 1/2* » non remplacé ! Quant à M. Mélenchon, il dit certes des choses justes, mais comment les mettra-t-il en place tout en restant dans cette Europe qui pilote à l'échelle continentale les destructions de services publics sous couvert de « *sauver la monnaie unique* » ?

Ânonnant que les enseignants sont « *mal payés parce que trop nombreux* », vous voulez les pressurer un peu plus encore à 26h de présence hebdomadaire... mais il y a longtemps qu'ils sont de moins en moins nombreux du fait de votre RGPP ! Et sans avoir vu le moindre petit point d'indice revalorisé !...

Votre proposition relève d'une démagogie sale et répugnante.

Vous rivalisez ainsi avec votre ami Allègre (ex-PS) dans la haine des Lumières et de l'école républicaine, ignorant sciemment que d'après tous les calculs, les professeurs travaillent en moyenne près de 42 h par semaine si l'on tient compte comme il se doit des heures de préparation des cours, des corrections de devoir, des multiples réunions imposées, des examens et concours, et -chose qui doit totalement échapper aux esprits obtus de l'UMP qui méprisent l'idée même de culture- du temps nécessaire pour se former, se recycler et se cultiver dans leur discipline en constante évolution.

C'est désormais ouvertement que vous voulez dynamiter le statut des professeurs en leur imposant 26h par semaine d'activités diverses, avec quelques miettes salariales pour « *faire passer* » cette augmentation d'un tiers de la présence en établissement. En sus de leur mentir ! Puisque cette pseudo manne – devenant imposable – viendra se substituer aux heures supplémentaires « *primées* » que certains acceptent (ou sont obligés d'accepter) et n'entraînera donc aucune avancée réelle de leur « *pouvoir d'achat* » dont vous étiez le héraut il n'y a pas si longtemps...

Vos dernières attaques s'ajoutant à tout un dispositif qui relève du **harcèlement** contre toute une profession :

- précarisation rampante des personnels nommés n'importe comment, n'importe où, sans vrai droit à mutation, sur plusieurs établissements, etc. Que vous vous préparez à aggraver encore par le recrutement local !
- mise en place d'un « *management local* » qui pressure les personnels, les met en concurrence, augmente leur stress tout en les laissant démunis face aux comportements incivils et violents que nourrit la crise du capitalisme ; GRH que vous vous préparez à renforcer plus encore par l'évaluation locale !

Osez parler de « *strict volontariat* » dans un tel contexte et d'une hypocrisie inqualifiable !

Alors oui, posons-nous la question : « *combien de nos enfants veulent-ils, aujourd'hui, devenir professeurs ?* » Ces enfants de la République qui voient les effets :

- du blocage des salaires de la fonction publique ;
- des gros effectifs par classe et du surcroît de classes en charge ;
- de la casse des retraites (un enseignant qui entre aujourd'hui après un concours difficile à 23 ans devra travailler jusqu'à 67 ans pour toucher une retraite pleine : mourir au boulot ?...).
- des menaces permanentes sur le droit aux vacances (sans lequel nombre d'enseignants « *craqueraient* », tant les conditions d'enseignement ordinaires sont « *tendues* ») sous couvert de vos fallacieux rapports et enquête sur les rythmes scolaires ;
- de vos dernières lubies comme celle prônant qu'un professeur devrait avoir « *la connaissance des parents des élèves auxquels il enseigne* » alors que certains collègues ont en charge jusqu'à 12 classes en collège ;
- de la suppression de fait de la formation au profit d'un infect bricolage que vos nouvelles velléités de « *pré-recrutement* » ne changeront pas !

Votre « *imaginaire partagé* » n'a aucune valeur devant la cruauté de la réalité vécue !... Réalité que vous ne partagez évidemment pas.

Votre « *creuset où se forge la morale* » est bien terni par cette « *nature des choses* » dont E. Kant voulait que l'on tire les devoirs de la moralité, tant votre gouvernance a été un contre-exemple en la matière !

Vouloir « *une école du respect* » demanderait d'abord et avant tout que vous et vos affidés de l'UMP/MEDEF, vous respectiez l'École Publique !

✓ **Votre bilan :**

Cinq années de « *priorité à l'université et à la recherche* » ?... Quel culot de votre part et de celle de Mme Péresse ! Tout va tellement bien que le CNESER budgétaire qui devait se tenir le 16 janvier fut reporté au 23 du fait d'un boycott massif des organisations enseignantes. Alors que vous annonciez une hausse de 540 millions d'euros par rapport à 2011, la réalité observée faisait ressortir de nombreuses difficultés : universités qui peinent à boucler leur budget, gels de poste... Car depuis le passage à l'autonomie, c'est aux universités de gérer la masse salariale qui représente de fait la majorité de leur budget. Ajoutons qu'il y a eu des erreurs de calcul et des « *chiffres faux* » qui ont été remarqués sans qu'aucune correction n'ait été apportée par votre ministre.

Vous vous gargarisez de cinq années durant lesquelles « *beaucoup a été entrepris* », de « *véritable révolution* » et « *de solution pour chacun* » alors que durant votre mandature la France s'est retrouvée entre la 20ème et la 30ème place de l'enquête PISA 2009 ! Et ce n'est pas parce que nous ne la cautionnons pas, que nous nions l'existence de ses résultats... contrairement à vous semble-t-il.

Il est vrai qu'il vous est plus facile de stigmatiser les parents en les tenants par l'immonde chantage aux allocations familiales, eux, citoyens déjà accablés par la crise capitaliste !

Et plus facile aussi d'enfermer leurs enfants difficiles en « *établissements de réinsertion scolaire* » !

Quand au sommet du ridicule, vous l'atteignez en rejetant la perte d'une « *source d'autorité* » sur l'Internet alors que vos consignes ne cessent de privilégier B2i ou C2i jusque chez les candidats aux CAPES/AGREGATIONS !

Vous osez parler d'un « *même banc pour tous, fils de bourgeois [...]* » comme de prolétaires alors que dès le moi de mai 2007, l'observatoire des inégalités s'étranglait à l'annonce du projet DARCOS sur l'abandon de la « *carte scolaire* » désormais achevé, estimant : « *Et si l'on veut améliorer la mixité dans les faits, il ne suffit pas que quelques élèves de zones d'éducation prioritaire quittent leur quartier pour améliorer la mixité des établissements favorisés. Il faut aussi que les jeunes des beaux quartiers aillent étudier dans des établissements moins réputés...* »

Quel est ce banc qui ne saurait exister dans vos « *groupes de niveau par matière* », qui ne saurait exister de par votre apologie de « *l'autonomie, l'expérimentation, l'individualisation* », qui ne saurait exister dans une école façonnée par « *l'esprit d'entreprise* » ?...

Ne parlez pas de « *l'enfant d'une famille pauvre* » et de ses « *chances* » quand les documents du département de sociologie de Paris VIII attestent que 58,9% des enfants d'ouvriers non qualifiés ou inactifs sortent sans diplôme ou avec un niveau inférieur au Baccalauréat contre seulement 15,9% d'enfants de cadres supérieurs !

Ne parlez pas d' « *accueillir l'enfant handicapé parmi les autres enfants* » ou d'hypothétiques bureaux alors que vous avez continué d'étrangler budgétairement les collectivités territoriales mises en place – insidieusement – par vos prédécesseurs du PS, collectivités que vous voulez réformer à nouveau mais dont les infrastructures scolaires resteraient du domaine de compétence et pour lesquelles ces investissements seraient une charge encore plus insupportable !

✓ **Notre conclusion :**

Oui, « *l'école forme des hommes et des citoyens* » ! C'est pourquoi la démolition de l'Éducation Nationale et de la Laïcité au sens de 1905, avec des privilèges de plus en plus grands pour l'école privée et le MEDEF, avec une propagande indigne dans le sens de l'anticommunisme visant à assimiler l'URSS à l'Allemagne nazie, avec la poussée d'un européisme béat et la destruction des repères républicains assortis du privilège inconstitutionnel donné partout à l'enseignement EN ANGLAIS au mépris de la loi alors que le français est en jachère ; c'est pourquoi toutes ces choses entreprises par vous sont mortifères pour les Hommes & citoyens de France. Pour la **Patrie** que vous ne voyez qu'en « *Nation* ».

Ce noble objectif ne saurait être atteint par la destruction rampante du baccalauréat (que vous voulez avec moins d'options et d'épreuves contre plus de tronc commun et de contrôle continu) et des diplômes universitaires nationaux, base des conventions collectives, au profit de « *compétences basiques* » à l'anglo-saxonne, pour aligner l'enseignement français sur l'enseignement anglo-saxon à la sauce patronale !

Nous ne laisserons pas mener une nouvelle attaque du PRESIDENT DE L'ULTRA-DROITE contre les professeurs !

Telle est LA NOTRE de « *priorité* » !...

Les vôtres ont mené la part du budget de l'éducation dans le budget global à passer de 12% en 2000 à 10,5% en 2008, nettement en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (13%). Sur la même période, dont une partie durant votre Ministère à l'Économie & aux Finances, le volume des dépenses par élève dans le primaire et le secondaire a augmenté de 40% en moyenne dans les pays de l'OCDE quand celui de la France n'a cru que de 2%.

Alors vous pouvez bien présenter sur le site gouvernemental une Dépense Intérieure d'Éducation en hausse, en faire un objet de propagande éhontée, nous savons compter : budgets des MEN & MESR additionnés, l'état Sarkozyste ne représente que 54% de cette D.I.E. Soit à peine 3,7 points de P.I.B.

D.I.E. à laquelle « *les amis du Fouquet's & du CAC40 réunis* » ne contribuent que pour 0,4 point !

Face à votre projet de société dévastateur, les réactions du PS sont dérisoires. Et pour cause !

- PS qui veut par la voix de M. Peillon : « *définir le nouveau métier, le nombre d'heures à effectuer en classe, réfléchir aux obligations de service, mais aussi à des tas d'autres choses comme les évolutions de carrière, l'évaluation, la formation continue* » ;

- PS membre du PS-Européen, qui a soutenu : d'une part la définition des S.I.G. (Services d'Intérêt Général) voulus tout à la fois comme « *garant de l'intérêt général* » mais aussi qui « *veillent au bon fonctionnement des marchés* » ; d'autre part le Livre Vert sur les PPP (partenariats public-privé) à mettre en œuvre jusque dans les domaines de l'éducation et de la formation !

C'est pourquoi le PRCF appelle aux luttes et à la solidarité, dans un vaste mouvement de renaissance communiste.